

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 04 FEVRIER 2014**

FN/RT

**OBJET : N° 4.0.1 – TECHNIQUE - EAU POTABLE –  
OUTIL SUPER VISION ET INTERVENTIONS LIEES AUX « ECONOMIES D'EAU » -  
ETAT D'AVANCEMENT – ENGAGEMENT AUTRES ACTIONS -**

L'an deux mille quatorze, le quatre du mois de février à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Marie DURIEU, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean OZIL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max THIBON, Vice-Président du Syndicat,

M. Jean COROMINA, Vice-Président du Syndicat,  
M. Roland BOULLE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques BOYER, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Jean POUZACHE, Vice-Président du Syndicat,  
M. René UGHETTO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacky BARBE, Vice-Président du Syndicat.

A été élu secrétaire de séance : M. Max THIBON.

**OBJET : N° 4.0.1 – TECHNIQUE - EAU POTABLE –  
OUTIL SUPER VISION ET INTERVENTIONS LIEES AUX « ECONOMIES D'EAU » -  
ETAT D'AVANCEMENT – ENGAGEMENT AUTRES ACTIONS -**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 23 novembre 2009).**

Par délibération du 5 juin 2012, dans le cadre d'un appel à projets de l'Agence de l'Eau, le Bureau Syndical avait approuvé un projet global touchant aux économies d'eau et comportant trois volets : création d'un outil de supervision (650 000 €/HT), équipements de maîtrise des pressions et des surverses (335 000 €/HT) et mise en œuvre d'un outil de gestion patrimoniale et renouvellement ciblé (1 040 000 €/HT).

Après les premiers équipements en 2012, le Bureau a souhaité, lors de sa séance du 4 juin 2013, aller plus loin en mettant en place d'une part un « mur d'images » et en équipant d'autre part cinq autres sites stratégiques du réseau. Ces travaux ont été exécutés mi-2013. Au total, 280 000 €/HT ont été engagés. Le Bureau Syndical avait aussi précisé : « *l'équipement des autres sites est envisagé pour un coût global de cette première étape de 650 000 €/HT, sous réserve de l'appui de l'Agence de l'Eau* ».

Le chargé d'affaires de l'Agence de l'Eau a fait savoir que pourraient être proposées au Conseil d'Administration de l'Agence les aides suivantes : 30 % en ce qui concerne la supervision et 50 % pour tout ce qui touche au deuxième volet. Quant à la gestion patrimoniale, il est envisageable des « *aides pouvant aller jusqu'à 50 % sur l'outil prédictif ; aide au renouvellement de conduites à préciser dans le cadre de l'utilisation de l'enveloppe solidarité urbain-rural* ». Un bilan de suivi pour mesurer l'impact des investissements sera demandé en justificatif des interventions de l'Agence.

Il est donc proposé de :

- poursuivre la mise en place des équipements de supervision, pour un coût maximal de 370 000 € HT (suivi des niveaux sur les sites de production ; équipement de l'ensemble des postes de livraison du réseau-ossature pour suivre débit et pression,...) ;
- réaliser le second volet qui comprendra la pose de stabilisateurs de pression sur réseaux (lutte contre le vieillissement prématuré des conduites), le comptage des purges et surverses (maîtrise des prélèvements et rendement de réseaux) et la pose de bornes de puisages (lutte contre les prélèvements sauvages), pour un coût de 335 000 €/HT ;
- Pour le troisième volet, d'une part, engager des premiers travaux de renouvellement (cf autre rapport), d'autre part poursuivre la collecte des éléments nécessaires à un outil de gestion patrimoniale (stagiaire pour un travail aux archives sur les années de pose des réseaux) ;
- solliciter les aides de l'Agence de l'Eau et du Conseil Général ;
- décider d'utiliser le concours d'un maître d'œuvre, en retenant un mode de dévolution par procédure adaptée par voie de publication et de fixer les critères suivants pour le choix du bureau d'études : valeur technique de l'offre et moyens mis en œuvre (pondération de 60 %) et prix (pondération de 40 %) ;
- décider pour les travaux d'une dévolution par procédure adaptée en fixant les critères de choix suivants : prix (pondération de 50 %), valeur technique de l'offre et moyens mis en œuvre pour le marché (pondération de 40 %) et délai d'exécution (pondération de 10 %) ;
- donner délégation au Président pour signer tous documents à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,  
Le Président,

Jean PASCAL